



Vive le PCF (mlm) !

L'UNEF

L'UNEF, un produit des radicaux de la IIIe République

L'Union nationale des étudiants de France (UNEF) a joué un important rôle dans l'histoire française de la seconde moitié du XXe siècle, en raison du poids croissant des institutions universitaires. Elle a été une des principales composantes de la dynamique des organisations de gauche et d'extrême-gauche, en termes de vivier de cadres et de formation militante.

C'est initialement cependant une organisation corporatiste, qui naît en 1907. Elle est issue de l'union sur un mode fédéral de différentes « Associations Générales d'Étudiants » (AGE) formées à la fin des années 1870 et au début des années 1880 à Nancy, Bordeaux, Lille, Dijon, Paris et Lyon.

Ces AGE sont alors les partenaires des institutions universitaires, leurs membres relevant de la bourgeoisie puisque seule une infime minorité avait alors accès à de telles études. Il y a à la fois un soutien aux universités, par l'intermédiaire des cérémonies officielles, que ces célébrations festives qu'on appelle les « monômes ».

Les « monômes » sont des sortes de sorties en masse des étudiants, prétexte à des plaisanteries, des bizutages, des comportements plus ou moins délirants, etc. Elles relèvent de l'esprit de corps d'étudiants sachant qu'ils sont une minorité privilégiée et se focalisant sur l'identité de leurs lieux d'études : la tradition est à ce titre restée sous une forme ou une autre dans les enseignements à prétention élitiste.

En 1905-1906, l'AGE de Paris rassemble 1700 étudiants sur 15 000, dispose de plusieurs étages dans un bâtiment à côté de la Sorbonne, proposant de 8h à minuit des billards, un fumoir, une bibliothèque de plus de 20 000 ouvrages, des sections de musique, de photographie, d'escrime, un service médical, un service de consultation juridique, des conférences.

Elle est ouvertement soutenue par le régime républicain et on compte d'ailleurs parmi ses fondateurs Émile Zola, Félix Faure, Jules Ferry, Sadi Carnot, Casimir Perier, Émile Loubet, etc.

C'est un aspect essentiel, car les AGE expriment très clairement le point de vue social-républicain, à rebours des tendances monarchistes-catholiques existant alors. L'UNEF est le reflet de la bourgeoisie conquérante, d'esprit radical et avec ses réseaux franc-maçons, et son rôle est de contribuer au renforcement du régime.

L'UNEF a ainsi, après 1918, joué un rôle de premier plan pour la socialisation des étudiants, au moyen de revendications permettant leur intégration institutionnelle. Il y a ainsi la mise en place des restaurants universitaires, de l'Office du tourisme universitaire, d'un sanatorium pour étudiants en

Isère (à Saint-Hilaire-du-Touvet, le président du Conseil Édouard Herriot apportant lui-même son chèque de contribution).

Vincent Auriol, socialiste qui fut ministre des Finances de 1936 à 1937 et garde des Sceaux de 1937 à 1938, puis président de la République, avait été le dirigeant de l'AGE de Toulouse ; le radical César Campinchi, ministre de la Marine, ministre de la Justice, avait dirigé l'AGE de Paris.

Le radical Édouard Daladier, qui a été ministre des Colonies, ministre de la Défense nationale et de la Guerre, ministre des Travaux publics, ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, ministre des Affaires étrangères, vice-président du Conseil des ministres, président du Conseil des ministres français, s'était occupé de gérer la bibliothèque de l'AGE de Lyon.

Jean Zay, ministre de l'Instruction Publique au sein du Front populaire (dont font partie les radicaux), regroupe ensuite en 1937 les institutions sociales pour les étudiants dans un « Comité supérieur des Œuvres en faveur des Étudiants ». On notera que le chef de cabinet de Jean Zay avait été cinq ans le président de l'AGE de Lyon et que ces Œuvres sont gérées par l'UNEF, pour qui c'est un important moyen de financement.

L'UNEF est alors fondamentalement ancrée dans cette dynamique radicale-républicaine. Lorsque l'Action française parvient à noyauter l'AGE de Paris, elle est conduite à la faire sortir de l'UNEF et à l'amener à l'effondrement en 1934.

L'UNEF, entre 1907 et 1939, est une organisation corporatiste d'étudiants bourgeois, vivant en cercle fermé, ne faisant pas de politique mais ouvertement liée au régime républicain, produisant certains de ses cadres.

L'UNEF se transforme en 1946

L'Union nationale des étudiants de France (UNEF) n'a pas été pendant la seconde guerre mondiale un foyer de rébellion antifasciste, se contentant de vivoter de manière corporatiste, tout en étant mise de côté pendant l'Occupation, le régime de Pétain lui coupant les vivres en transformant les Œuvres en Service national des Étudiants.

Ses AGE penchaient d'un côté ou de l'autre, mais évitaient de prendre parti ouvertement et les pro-Résistance étaient minoritaires et souvent isolés, tel le chrétien Gilbert Dru, fusillé le 27 juillet 1944, membre de l'AGE de Lyon alors pro-Pétain (et dissoute à la Libération). Seule l'AGE de Grenoble était partie prenante de la Résistance, avec des liaisons avec le maquis du Vercors.

Sa situation en 1945 est donc précaire, d'autant plus que le nombre d'étudiants a augmenté et que la tendance ne fait que commencer. Il y a 50 000 étudiants en 1920, 97 000 en 1945, ils seront 136 000 en 1950 et 157 000 en 1956.

À cela s'ajoute la présence désormais d'une nouvelle force : l'Union des Étudiants patriotes. C'est une composante du Front uni de la Jeunesse patriotique, mis en place en 1943 par le Parti Communiste Français. Ce Front uni rejoindra d'ailleurs en 1945 l'Union de la jeunesse républicaine de France, qui existera jusqu'en 1956 dans le cadre de la tentative du PCF de se proposer comme la véritable force républicaine.

Une refonte complète est nécessaire et cela va donner la Charte de Grenoble, écrite et mise en avant par Jacques Miguet, Paul Bouchet et Jean Bergeret, qui viennent de l'AGE de Lyon refondée avec succès en 1945 (7200 membres des 18 000 de l'UNEF en sont membres).

Cette Charte exprime le point de vue des étudiants ayant participé à la Résistance, qui obtiennent la majorité au 35e Congrès de l'UNEF en 1946. Elle représente un mélange des conceptions chrétiennes de gauche et communistes d'alors, avec une mise en perspective existentialiste.

L'UNEF est censée rester le centre des activités culturelles des étudiants pour leur vie quotidienne, mais elle doit rentrer dans le jeu revendicatif et assumer d'être une force gestionnaire des intérêts matériels des étudiants.

Plus encore, elle représente un esprit qu'elle doit perpétuer. Cet aspect est fondamental et sera décisif pour toute l'histoire de l'UNEF, jusqu'au début du 21^e siècle. L'UNEF c'est une approche particulière, une sensibilité, un mode particulier d'exiger les choses, sur une base existentialiste.

« La Charte de Grenoble (1946)

Préambule

Les représentants des étudiants français, légalement réunis en congrès national à Grenoble le 24 avril 1946, conscients de la valeur historique de l'époque,
Où l'Union Française élabore la nouvelle déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen;
Où s'édifie le Statut pacifique des Nations;
Où le monde du travail et de la jeunesse dégage les bases d'une révolution économique et sociale au service de l'homme;
Affirment leur volonté de participer à l'effort unanime de reconstruction,
Fidèles aux buts traditionnels poursuivis par la jeunesse étudiante française lorsqu'elle était à la plus haute conscience de sa mission,
Fidèles à l'exemple des meilleurs d'entre eux, morts dans la lutte du peuple français pour sa liberté,
Constatant le caractère périmé des institutions qui les régissent,
Déclarent vouloir se placer, comme ils l'ont fait si souvent au cours de notre Histoire, à l'avant-garde de la jeunesse française, en définissant librement comme bases de leurs tâches et de leurs revendications, les principes suivants :

Art. 1. L'étudiant est un jeune travailleur intellectuel.

Droits et devoirs de l'étudiant en tant que jeune

Art. 2. En tant que jeune, l'étudiant a droit à une prévoyance sociale particulière, dans les domaines physique, intellectuel et moral.

Art. 3. En tant que jeune, l'étudiant a le devoir de s'intégrer à l'ensemble de la jeunesse mondiale et nationale.

Droits et devoirs de l'étudiant en tant que travailleur

Art. 4. En tant que travailleur, l'étudiant a droit au travail et au repos dans les meilleures conditions et dans l'indépendance matérielle, tant personnelle que sociale, garanties par

le libre exercice des droits syndicaux.

Art. 5. En tant que travailleur, l'étudiant a le devoir d'acquérir la meilleure compétence technique.

Droits et devoirs de l'étudiant en tant qu'intellectuel

Art. 6. En tant qu'intellectuel, l'étudiant a droit à la recherche de la vérité et à la liberté qui en est la condition première.

Art. 7. En tant qu'intellectuel, l'étudiant a le devoir:

- De définir, propager et défendre la vérité, ce qui implique le devoir de faire partager et progresser la culture et de dégager le sens de l'Histoire.

- De défendre la liberté contre toute oppression, ce qui, pour l'intellectuel, constitue la mission la plus sacrée. »

L'adoption de la Charte au congrès de Grenoble va avec une double exigence : d'un côté, il y a les revendications, mais de l'autre, il y a également l'esprit de la Charte, qui implique des tâches restant à définir. On est tout à fait dans l'opposition la lettre/l'esprit des Catholiques de gauche, avec une insistance sur les conséquences morales et mêmes politiques qui découlent des principes.

Les initiateurs de la Charte proposent d'ailleurs comme moyen d'action :

- a) Pétitions et Lettre ouvertes
- b) Manifestations d'ensemble
- c) Monômes spectaculaires
- d) Monômes revendicateurs
- e) Grèves d'abstention
- f) Grèves d'occupation
- g) Monômes dévastateurs.

Et ils précisent :

« Si non seulement les droits de l'Étudiant, mais encore les droits essentiels du Citoyen venaient à être violés, participation à l'insurrection populaire nationale. »

L'UNEF se veut ainsi en 1946 une expression de la Résistance, sa réalisation dans le domaine étudiant. Mais les étudiants vont renverser la mise en perspective, ne servant plus l'esprit de la Résistance mais faisant en sorte que celle-ci la suive dans ses propres orientations.

L'UNEF : rectification et lancée au début des années 1950

L'adoption de la Charte de Grenoble par l'Union nationale des étudiants de France (UNEF) en 1946 reflétait l'engouement d'une partie des étudiants pour le projet social, culturel et politique issu de la Résistance.

L'UNEF se considère comme une expression de cet esprit nouveau, avec ses exigences. Sa démarche est existentialiste-humaniste, façonnée par le courant des catholiques de gauche ayant participé à la Résistance et n'étant pas anticomunistes.

De là vient l'insistance sur le fait que l'étudiant serait à la fois un travailleur et un intellectuel. La Charte fut d'ailleurs adoptée notamment grâce au soutien de la Fédération des Groupes d'Études de Lettres de Paris, présidée par Jean-Marie Lustiger (un Juif converti au catholicisme à l'âge de 14 ans pendant la seconde guerre mondiale, archevêque de Paris en 1981, cardinal en 1983).

Et l'AGE de Lyon, à l'origine de la Charte, souligne dans une brochure de 1946 :

« Ceci est donc bien clair ; il n'y a pas pour nous de domaine réservé a priori. »

On ne peut pas comprendre les initiatives de l'UNEF en dehors du cadre syndical sans saisir cette base idéologique et culturelle qu'est la Charte de Grenoble.

C'est d'autant plus vrai que le courant catholique de Gauche va l'emporter sur les communistes. La guerre froide imposée par l'impérialisme américain après 1945 amène en effet l'UNEF à faire un choix.

Initialement, elle est partie prenante pour la fondation à Prague d'une Union internationale des étudiants (UIE). Mais à la suite de l'instauration de la démocratie populaire en Tchécoslovaquie en février 1948, les sections américaine, suédoise, danoise, belge et suisse quittèrent l'UIE.

Au congrès d'avril 1948, l'UNEF choisit d'attendre la suite, tout en quittant la Fédération Mondiale de la Jeunesse Démocratique dont relevait l'UIE ; au congrès d'avril 1949, la motion du retrait de l'UIE l'emportait par 154 voix contre 106 et 8 abstentions. Les gaullistes intervinrent pour pousser davantage et en novembre 1950, lors d'une réunion de la direction de l'UNEF, la direction fut débarquée.

La génération catholique de gauche ayant participé à la Résistance, ouverte aux communistes, céda la place à ce qu'on allait appeler la « seconde gauche » : la gauche non communiste voire alors ouvertement anti-communiste. La Charte de Grenoble se mettait donc en place, mais plus du tout dans l'optique initiale.

La nouvelle orientation profita alors de l'agitation sociale. Fin 1953, 10 000 étudiants manifestent à Paris contre le retard dans les constructions scolaires et universitaires ; le président Jean-Marc Mousseron, blessé par la police, tient une conférence de presse dans une clinique.

Début 1954, la réduction prévue du budget de l'enseignement supérieur produit des grèves et des manifestations, marquant l'abandon du projet gouvernemental et le premier grand succès de l'UNEF.

En 1956, l'UNEF a 80 000 adhérents, ce qui représente la moitié des étudiants de l'époque. Le succès est total et l'UNEF considère que toute décision sur la jeunesse de la part du gouvernement doit l'impliquer ; toute la presse commente ses congrès.

Et sa base matérielle est inébranlable. Le régime a reconnu l'UNEF comme organisation représentative en 1947 et en 1948 a été fondé une sécurité sociale pour étudiants par l'intermédiaire de la Mutuelle nationale des étudiants de France aux mains de l'UNEF.

L'UNEF est fortunée, certaines AGE sont puissantes comme à Paris (Paris Sciences avec l'ACES, Paris Médecine avec l'AGEMP, Paris Lettres avec la FGEL), mais surtout en province où vivent 65 % des adhérents à l'UNEF.

On a ainsi les bastions de Bordeaux, Grenoble, Lille, Aix, Montpellier et notamment celle de Lyon qui propose des photocopiés de cours, des activités sportives, une bibliothèque, un bar, une discothèque, une chorale, un ciné-club, un restaurant universitaire avec 2 000 repas par jour, etc.

On notera ici le caractère très particulier de la situation à Marseille, résumé comme suit dans une étude historique de l'UNEF :

« Il faut ici mettre tout à fait à part le cas de Marseille, restée pendant plusieurs années aux mains de quelques étudiants prolongés d'origine corse qui tiraient leurs revenus d'un fonctionnement particulier de l'AGE : bar à alcool et jeux de cartes, et peut-être une très grande convivialité dans les pièces supérieures ; en tout cas, venu enquêter en 1953, le trésorier de l'UNEF se trouva accueilli devant un bureau où trônaient une bouteille de pastis et un revolver. »

L'UNEF : la crise de 1956 et la seconde gauche

L'UNEF s'est parfaitement installée dans l'après-guerre, elle est reconnue par les institutions, elle en est même partie prenante avec la sécurité sociale étudiante. Elle est revendicative et, dans la perspective de la Charte de Grenoble de 1946, considère qu'elle porte des valeurs.

La crise politique de 1956 va être un premier défi à ce savant équilibre. C'est en effet le début de la guerre d'Algérie. Or, les tenants de « l'esprit » de l'UNEF sont pour une intervention politique.

A ainsi lieu en juillet 1956 une « Conférence nationale étudiante pour une solution du problème algérien », sous l'égide du président de l'UNEF, François Borella, membre de la Jeunesse Étudiante Chrétienne tout comme d'autres participants de l'UNEF : Robert Chapuis, Michel de La Fournière (Jacques Julliard étant très proche).

Et cela provoqua des terribles remous. D'abord, François Borella est pour cela inculpé pour atteinte à la sûreté de l'État. Ensuite, ceux qui en restent au niveau revendicatif et sont opposés à une intervention qui leur déplaît se font particulièrement bruyants, tels Jean-Marie Le Pen président de la Corpo Droit.

Enfin, le PCF, mis hors de combat au sein de l'UNEF en 1950, organise de son côté en juillet 1956 une Union des Étudiants Communistes (UEC).

La situation est alors explosive au 46^e congrès de l'UNEF en avril 1957. Les pro-interventions réussissent à faire passer une motion anti-torture et à faire rejeter une motion d'apolitisme. Mais c'est l'implosion lorsque le congrès adopte une motion où il est dit que l'UNEF tient

« pour légitime la revendication des étudiants d'outre-mer de voir leurs peuples s'administrer eux-mêmes et gérer démocratiquement leurs propres affaires. »

17 AGE sortent alors de l'UNEF pour fonder un Mouvement des étudiants de France ; le gouvernement intervient alors pour forcer un retour au bercail en échange d'un recul de l'UNEF quant à sa ligne favorable aux indépendances des pays colonisés par la France.

L'UNEF persiste cependant dans cette ligne, aux côtés de la seconde gauche : de la mouvance socialiste, du syndicat chrétien CFTC, de la CGT-Force Ouvrière, de la Fédération de l'Éducation Nationale.

Les tenants de la ligne purement revendicative, corporatiste, quittent alors l'UNEF en 1961 pour fonder une Fédération nationale des étudiants de France, dont une partie significative est composée de nationalistes (Bernard Antony, Bruno Gollnisch, Marie-France Stirbois, etc.).

Le gouvernement, qui a bien sûr soutenu cette scission, a pris des mesures pour affaiblir l'UNEF, tel le retrait de subventions et le retrait de deux sièges au CNOUS (Centre national des œuvres universitaires et scolaires qui gère les aides par des CROUS régionaux).

L'UNEF est désormais clairement en opposition au régime. Elle est née en 1946 comme pointe étudiante de la « renaissance française », elle a participé par la suite à la mise en place des institutions universitaires, mais la guerre d'Algérie a imposé le triomphe de la ligne d'opposition sur la base de la seconde gauche.

Lorsqu'en 1963, le gouvernement met en place une Commission de réforme de l'enseignement supérieure, l'UNEF refuse de participer.

Mais cette orientation a un prix. Il y a en 1962 230 000 étudiants, puis 367 000 en 1965, 510 000 en 1968. L'UNEF a par contre largement perdu ses effectifs, qui sont désormais tombés à 30-50 000.

La crise de 1956 l'a transformée en mouvement étudiant d'opposition.

L'UNEF : la ligne oppositionnelle des années 1960

À partir de 1962, l'UNEF est sur une ligne oppositionnelle, elle est portée par des étudiants relevant de la seconde gauche.

Elle manifeste, elle proteste, comme le 25 avril 1963 avec une manifestation pour l'augmentation des crédits aux universités, en octobre 1963 avec la campagne : « des amphispas de canons », le 7 novembre 1963 avec une manifestation contre le ministre de l'Éducation nationale Christian Fouchet, lors du mois de décembre 1963 avec une grève des loyers dans les cités universitaires, le 21 février 1964 avec une tentative d'occuper la Sorbonne, lors du mois de décembre 1964 avec une semaine nationale d'action, en mars 1965 avec des grèves et des manifestations pour l'allocation d'études, etc.

Cependant, l'Église catholique prend ombrage du rôle de la Jeunesse Étudiante Chrétienne et la met violemment au pas en 1964-1965. Celle-ci va alors mourir à petit feu, tandis que naît une éphémère

Jeunesse Universitaire Chrétienne et que surtout c'est le grand passage de la mouvance catholique de gauche dans la seconde gauche et chez les maoïstes.

Ces derniers placèrent des espoirs initialement dans l'UNEF, qu'ils parvinrent à influencer de par leur prestige. Mais leur ligne prolétarienne et anti-impérialiste ne pouvait pas correspondre à la démarche d'un syndicat étudiant de masse.

Cela donna lieu à un très court épisode avec Jean Terrel. Ce catholique de gauche, passé par la JEC et la JUC, se rapprocha des maoïstes de l'UJC(ml), il devint président de l'UNEF en 1966 avant de démissionner en 1967, au grand dam de l'UJC(ml).

Il avait poussé l'UNEF dans une opposition à la guerre au Vietnam et dans l'affirmation d'une ligne de classe. Mais il reconnut que ce n'était pas en cohérence avec ce qu'était l'UNEF et proposa sa démission afin que l'UNEF cesse une prétention étrangère à la sienne, cesse d'être un organe de lutte porté par l'extrême-gauche, mais se maintienne comme syndicat revendicatif.

Voici ce qu'il dit notamment lors de sa démission, à l'Assemblée Générale du Bureau National de l'UNEF des 14 et 15 janvier 1967 :

« Ces dernières semaines ont vu un climat passionnel se créer à l'UNEF.

Aujourd'hui, au début de cette Assemblée Générale, la crise est ouverte.

Est-ce un des derniers soubresauts d'une organisation moribonde ? Est-ce un de ces débats confus où une minorité de militants politiques s'affrontent selon un jeu subtil d'accords et de désaccords ?

S'agit-il – comme certains l'ont prétendu - d'une entreprise de liquidation d'une UNEF devenue le champ clos des groupuscules ?

De telles interprétations seraient après tout rassurantes. Mais le débat a un autre enjeu politique. Il est donc nécessaire pour la direction nationale de faire le point politique sur la ligne qu'elle a défendue (...).

Le texte de Grenoble tentait de donner à l'UNEF considérée comme organisation syndicale un champ spécifique d'intervention, dit « relativement autonome » par rapport au champ social global.

Affirmant la nécessité d'un débouché politique de l'UNEF - dans la contestation de la société capitaliste, il tentait néanmoins de définir une intervention syndicale, qui ne se heurte pas d'emblée à un préalable politique.

Et ces ambiguïtés réformistes étant rendues possibles par une erreur théorique grave portant sur le concept de « division technique du travail ».

L'emploi de ce concept revenait en effet à assigner à l'université une fonction technique correspondant à un « besoin réel de la société » - celle de transmettre le savoir - fonction que serait venue tout au plus altérer une fonction sociale correspondant à la division de la société en classe (...).

Une définition de l'action syndicale découlait de ces assertions : « l'action syndicale a pour but la transformation démocratique du système universitaire : l'université démocratique serait celle qui remplit au mieux sa fonction dans la division technique du travail sans perpétuer (voire accentuer) la division sociale du travail ».

On voit qu'une telle définition peut justifier tous les modernismes et tous les réformismes du monde (...).

Ainsi déclare-t-on possible dans le cadre même des rapports de classe existants et de l'état bourgeois d'adapter véritablement l'enseignement au monde moderne ou aux besoins réels de la société. Inutile d'insister sur l'ambiguïté d'une telle métaphore.

S'agit-il des forces productives ? Cette inadaptation est effective ; mais sa racine se trouve dans les rapports de classe auxquels l'université est parfaitement adaptée. Nous discernons ici la contradiction dernière de la formation sociale capitaliste, celle précisément qui, pour être levée, exige le changement de base de la société tout entière (...).

Quand nous qualifions de réformiste la stratégie dite des réformes de structures, nous ne prétendons pas condamner toute lutte sur les structures de l'Université. Nous visions une question plus essentielle, celle du pouvoir.

La bataille pour les libertés démocratiques dans le cadre même de l'État bourgeois est une chose, la construction du socialisme une autre (...).

La forme spécifique que prend ce recul dans l'organisation de masse étudiante est celle d'une crise de l'appareil. L'UNEF, vu sa faiblesse organisationnelle, ne peut que difficilement survivre bureaucratiquement sans lutte de masse (...).

Nous avons, il est vrai, l'avantage de posséder ici des principes clairs et sans équivoque : - soutien politique inconditionnel à la guerre populaire menée par le peuple sud-vietnamien sous la direction du FNL contre l'impérialisme américain contre l'agresseur. - développement des luttes de masses sous la direction de militants réellement liés aux masses.

Tels sont les principes - politiques et organisationnels - qui ont guidé notre intervention :

1) nous avons accepté de participer aux « six heures du Monde pour le Vietnam », considérant que, malgré les ambiguïtés et les insuffisances, la base politique de cette manifestation n'était pas contradictoire avec les principes cités plus haut. Mais nous avons publiquement précisé les conditions politiques et organisationnelles de notre soutien.

2) nous avons été un élément décisif dans l'organisation d'une riposte immédiate aux bombardements de Hanoï. Sans cette initiative, aucune riposte n'aurait été organisée (...).

Mais sur tous les autres fronts, une politique active était impossible pour la direction nationale.

Et ceci essentiellement parce que, du fait de la conjoncture politique nationale, il est impossible de constituer une assise militante capable d'appliquer une pratique syndicale débarrassée des illusions réformistes. Telles sont les raisons qui motivent la direction nationale quand elle propose sa démission.

Notre choix, démissionner, ne correspond pas à une méconnaissance de l'importance de l'organisation de masse des étudiants : l'UNEF. Bien au contraire, notre démission procède d'abord de notre volonté : favoriser une survie de l'appareil de l'UNEF (...).

Notre départ favorisera, nous l'espérons, la constitution d'une nouvelle majorité et l'élection d'une direction nationale - qui, pour n'être pas plus liée que nous ne le fûmes à des luttes de masses réelles – pourra néanmoins refléter plus adéquatement les désirs des appareils syndicaux. Une telle survie organisationnelle de l'UNEF est nécessaire même au patient travail de masse qu'il convient de développer pour œuvrer à la transformation nécessaire des luttes de l'UNEF. »

Cet épisode est le grand révélateur de l'incohérence de l'UNEF, générée comme organe de masse gérant la vie étudiante au plus haut niveau institutionnel et devenue un centre minoritaire des étudiants contestataires.

L'UNEF, mai 1968 et la scission

La fin de l'éphémère épisode prolétarien et anti-impérialiste de l'UNEF, sous influence maoïste au niveau de la direction, permit à la seconde gauche de prendre sa place véritable au niveau de la direction, celle qui lui revenait de fait de droit depuis le départ de l'UNEF vu l'hégémonie de l'aile catholique de gauche depuis 1946.

Cela se fit par l'intermédiaire du Parti socialiste unifié, fondé en 1960 et cœur de la seconde gauche. Mais c'était trop tard : la vague contestataire montante emplissait les rangs d'organisations partant à l'assaut de l'UNEF.

L'Organisation Communiste Internationaliste organisa une campagne méthodique, en alliance étroite avec les anarchistes. Il en alla de même pour le Parti Communiste Français. L'Alliance des jeunes pour le socialisme et l'Union des Étudiants Communistes étaient leurs vecteurs respectifs pour cette opération planifiée au plus haut niveau.

Il faut ajouter à cela la présence significative de la Jeunesse Communiste Révolutionnaire, lié au Parti communiste internationaliste.

L'UNEF est ainsi pris en étau alors qu'en plus ses dettes sont colossales, manquant ainsi l'expulsion de son siège. Une association des amis de l'UNEF est alors montée afin de chercher à ce que les « anciens » viennent l'épauler.

L'irruption de mai 1968 finit alors de l'achever.

D'un côté, elle s'en sort très bien. Elle est partie prenante du mouvement de grève avec toute la seconde gauche, aux côtés de la CFDT, du Parti socialiste unifié et du Syndicat national de l'enseignement supérieur.

Le point culminant est la grande manifestation parisienne du 27 mai 1968 avec un meeting de 30 000 personnes au stade Charléty, alors que le lendemain François Mitterrand se pose comme le principal opposant à Charles de Gaulle, appelant à la formation d'un gouvernement provisoire.

De l'autre, elle représente quelque chose de trop intéressant au lendemain de mai 1968 pour échapper aux affrontements politiques et idéologiques.

Déjà en mars 1968, l'UNEF avait été obligé de faire protéger son Assemblée Générale extraordinaire par le Parti Communiste Français en raison des menaces de coup de force des trotskystes de l'Organisation Communiste Internationaliste.

En avril 1968, l'ensemble des courants d'extrême-gauche s'unissent lors d'une Assemblée Générale extraordinaire pour prendre la direction, avec l'appui du Parti Communiste Français. Cela fit que Jacques Sauvageot, le dirigeant de l'UNEF durant mai 1968, n'était en réalité que le vice-président servant de président intérimaire dans le cadre d'un chaos complet.

L'UNEF s'effondre alors. Ses adhérents étaient montés à 100 000 avec mai 1968, ils retombent à 50 000 puis 30 000 en l'espace d'un an. Le mouvement est divisé en blocs incapables de s'entendre, alors que le gouvernement propose à la suite de mai 1968 des élections au sein des institutions universitaires.

Au congrès de 1970, le tiers des voix va à la tendance de l'Union des Étudiants Communistes, le tiers aux tenants du Parti socialiste unifié, le tiers aux tenants de l'Alliance des jeunes pour le socialisme.

Il y a alors deux congrès de l'UNEF en 1971. L'UNEF dite Renouveau a comme ossature l'Union des Étudiants Communistes ; l'UNEF dite Unité syndicale a comme ossature l'Alliance des Jeunes pour le Socialisme, branche jeunesse de l'Organisation Communiste Internationaliste.

Ces deux organisations vont alors accompagner la période de massification estudiantine. Cela va être leur rôle, avant de disparaître.

Il y a 661 000 étudiants en 1971, 750 000 en 1974, 858 000 en 1980, 945 000 en 1985, 1 159 000 en 1990, 1 461 996 en 1995, un chiffre se maintenant ensuite pendant vingt ans.

C'est-à-dire que le nombre d'étudiants double entre 1971 et 1995, avant de se stabiliser. Et on peut voir que les deux UNEF vont avoir un succès immense entre 1971 et 1995, avant très précisément de s'effondrer.

L'UNEF Renouveau / Solidarité étudiante

L'UNEF dite Renouveau se définit simplement comme UNEF, « Renouveau » était le nom de la tendance existant avant la fondation de février 1971, et dont les bastions furent Nancy, Lille, Toulouse. Elle prendra en 1982 le nom d'UNEF dite Solidarité étudiante.

Son appareil est entièrement aux mains de l'Union des Étudiants Communistes (UEC). Son premier président est Guy Konopnicki, membre du Bureau National de l'UEC, et tous les suivants relèvent du même parcours.

Même si elle n'admet pas de tendance interne, un espace est toutefois laissé au Centre d'études, de recherches et d'éducation socialiste, qui est une tendance de gauche du Parti socialiste fondé en 1971.

C'est un syndicat où absolument tout est décidé en amont par la direction du Parti Communiste Français. Son mode d'organisation est éprouvé, ce qui lui a permis de garder en sous main la MNEF, la sécurité sociale étudiante.

Elle a également récupéré la Fédération des étudiants en résidence universitaire de France, qui s'est établie dans les luttes dans la seconde partie des années 1960.

Autrement dit, sur le plan de l'appareil, l'UNEF Renouveau / Solidarité étudiante était imprenable et d'une efficacité totale. Mais son orientation est issue du refus de mai 1968 par le Parti Communiste Français.

Cette UNEF se limite à des revendications corporatistes, uniquement liées à la vie sociale quotidienne étudiante, aux possibilités d'étudier dans le meilleur cadre possible.

C'est une option gestionnaire, également dans l'idée d'appuyer les projets gouvernementaux « constructifs » du Parti Communiste Français et surtout de profiter de son monopole représentatif de fait, étant la seule des deux UNEF à participer aux élections universitaires tout au long des années 1970.

Cela lui permet, dans les années 1970, d'avoir l'hégémonie ; elle a, en 1976, 50 000 adhérents, 2 000 élus dans les conseils d'Unité de formation et de recherche et d'universités, quasiment tous les sièges du Conseil National Universitaire, un représentant sur deux au Conseil supérieur de l'Éducation Nationale, la majorité des sièges étudiants au Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Aux élections universitaires de 1975-1976, elle a obtenu 90 000 voix, contre 2500 voix au MARC (lié notamment à la Ligue Communiste Révolutionnaire), 1600 au CLEF (pro-gouvernement), 403 au COSEF (fondé par les socialistes).

Cependant, cette logique de soutien au gouvernement, de participation aux institutions, de focalisation complète sur la condition étudiante, lui ôte toute valorisation contestataire. L'UNEF Renouveau / Solidarité étudiante est dans les faits simplement le front étudiant de l'Union des Étudiants Communistes (celle-ci ayant quatre fois moins de membres).

Elle assume ainsi son isolement, pour se préserver, alors que des petites oppositions marxistes-léninistes pro-Mao Zedong se forment, plus ou moins exclues (Aix-en-Provence, Bordeaux, Nanterre).

Cette opposition au sein de l'UNEF Solidarité étudiante se met toutefois à grossir, en raison de la force de l'UNEF Indépendante et démocratique qui irradiait la contestation étudiante. La Ligue Communiste Révolutionnaire commença un travail organisé d'entrisme, sa scission « Gauche révolutionnaire » et des communistes libertaires également, alors que les socialistes commençaient à avoir une certaine influence.

Cela fut particulièrement vrai après 1989. Au milieu des années 1990, l'UNEF Solidarité étudiante se maintient honorablement, mais elle est dans l'ombre de l'UNEF Indépendante et démocratique, qui en vingt ans a pris le dessus.

L'UNEF Unité syndicale / Indépendante et démocratique

L'UNEF dite Unité syndicale en raison du nom de la tendance d'origine (dont le bastion était Dijon), fondée en mars 1971, est dans sa nature totalement différente de l'UNEF Renouveau / Solidarité étudiante. Elle prendra en 1980 le nom d'UNEF Indépendante et démocratique.

Ses cadres sont à l'Alliance des Jeunes pour le Socialisme, branche jeunesse des trotskystes de l'Organisation Communiste Internationaliste. Leur verrouillage de l'appareil est cependant différent de celui que fait l'Union des Étudiants Communistes pour l'autre UNEF.

En effet, l'UNEF dite Unité syndicale est largement soutenue par la seconde gauche, au point qu'à partir de 1978 il y a une alliance ouverte avec les socialistes.

Le parcours de ses dirigeants est à ce titre emblématique, puisqu'ils sont soit de l'Organisation Communiste Internationaliste, soit passé de l'Organisation Communiste Internationaliste au Parti socialiste : Michel Sérac (de 1971 à 1975), Denis Sieffert, (de 1975 à 1978), Jean-Christophe Cambadélis (de 1978 à 1984), Marc Rozenblatt (de 1984 à 1986), Philippe Darriulat (de 1986 à 1988), Christophe Borgel, (de 1988 à 1991), Philippe Campinchi (de 1991 à 1994).

Cette alliance sert à faire refluer le Parti Communiste Français, quitte à user de violence. De fait, tout au long des années 1970-1980, l'UNEF Indépendante et démocratique a largement le dessus sur l'UNEF dite Renouveau, pas tant numériquement qu'au niveau des élections auxquelles elle participe à partir de 1980.

Entre-temps, l'UNEF Indépendante et démocratique parvient d'ailleurs en 1978 à récupérer la sécurité sociale étudiante gérée par la MNEF, qui est remise aux socialistes en échange de la direction du syndicat laissé aux trotskystes de l'Organisation Communiste Internationaliste.

Sa transformation en UNEF Indépendante et démocratique reflète également l'adhésion du Mouvement d'action syndicale, un petit syndicat soutenu notamment par la Ligue Communiste Révolutionnaire (le rapport de forces est alors le suivant à la direction : 30 sièges aux trotskystes de l'OCI, 13 aux socialistes, 7 aux trotskystes de la LCR).

Et le Centre d'études, de recherches et d'éducation socialiste, tendance de gauche du Parti socialiste, la rejoint également, en 1987.

Les succès de l'UNEF Unité syndicale / Indépendante et démocratique s'expliquent de manière assez simple.

Si l'autre UNEF Renouveau / Solidarité étudiante s'est définie dans les années 1970 comme partie prenante des institutions universitaires, en étant culturellement marqué par le refus de mai 1968 de la part du Parti Communiste Français, l'UNEF Unité syndicale / Indépendante et démocratique est restée dans l'esprit de l'UNEF de 1946.

Cela est d'autant plus vrai que les socialistes poussent à fond pour renforcer leur capacité électorale, considérant que la jeunesse procure une agitation qui lui est favorable. Cela est vrai au point que l'UNEF Indépendante et démocratique se lance dans la bataille contre la réforme Savary des universités de 1983, alors que ce sont les socialistes qui la mettent en place. Elle est en première ligne du très grand mouvement contre le projet de réforme universitaire d'Alain Devaquet, lors d'un gouvernement dirigé par Jacques Chirac.

De plus son financement est assuré par d'innombrables magouilles de grande ampleur dans la gestion de la sécurité sociale étudiante, la MNEF, finalement arrachée à l'autre UNEF, à la fin des années 1970. Si en 1980, l'UNEF Indépendante et démocratique a 40 000 membres, dans les années 1990 elle n'est guère plus lourde, mais elle est bien plus puissante en tant que fer de lance du Parti socialiste.

La crise générale des UNEF

Tant l'UNEF Solidarité étudiante que l'UNEF Indépendante et démocratique ont été incapables de prendre le tournant des années 1990. Au-delà de toute considération, la raison essentielle est la disparition des cadres. Ni le Parti Communiste Français, ni le Parti socialiste n'ont alors plus aucun élan militant, alors qu'il y a une vague massive de dépolitisation.

Les deux UNEF sont historiquement des viviers de cadres, qui se forment sur le plan académique tout en faisant l'apprentissage de la gestion de structures de masses, voire de luttes. La liste des cadres des UNEF ayant fait une carrière politique et administrative, voire commerciale, est immense.

Partant de là, s'il n'y a plus de cadres activistes dans la jeunesse, tournés vers un mouvement de masse, il n'y a plus de cadres pour le Parti Communiste Français et le Parti socialiste, qui faiblissent d'autant, et qui en même temps s'en moquent de par leur option purement électorale et gouvernementale.

Cette tendance est irrépressible et montre que, pour la période 1971-1995, l'impact des deux UNEF correspond au gonflement des effectifs étudiants. Passé le cap du 1,5 million d'étudiants, le milieu universitaire s'est congelé, devenant un simple sas vers le monde du travail, sans plus aucune perspective liée à la jeunesse.

À partir du milieu des années 1990, l'agitation dans les milieux étudiants est purement minoritaire, elle est strictement parallèle à une grande majorité passive et considérant les études simplement comme un passage vers un travail qualifié.

C'est une transformation fondamentale du cadre universitaire et des études en général. Non seulement la crise de 1968 a montré l'absence de possibilité d'une UNEF « révolutionnaire » de masse, mais l'installation des universités dans le panorama capitaliste a entièrement étouffé la possibilité d'une UNEF de masse, ne serait-ce que par son impact électoral.

Le milieu des étudiants se dépolitise alors toujours plus et les UNEF font partie du décor universitaire, au même titre que les associations.

Cela est vrai malgré l'existence d'un puissant mouvement comme celui en 1994 contre le CIP (Contrat d'insertion professionnelle, une sorte de SMIC jeune à 80 % du SMIC).

Le mouvement d'opposition à la réforme des retraites en 1995 amena ensuite l'UNEF Solidarité étudiante à essayer de s'extirper de sa situation en prenant une posture revendicative en cherchant des liens avec une scène anarchiste en plein renouveau. Mais cela ne fit qu'exciter son opposition interne qui rua dans les brancards devant le refus, en 1998, de se confronter au rapport Attali et au plan Universités du 3e millénaire.

Dans les faits, les deux UNEF sont ainsi totalement carbonisés à la fin des années 1990. Il y a bien des gens s'impliquant de manière acharnée, mais ils n'ont plus aucun niveau idéologique ni perspective politique d'envergure.

Pour sauver les meubles, les deux UNEF se présentent même en commun en 1999 aux élections de la sécurité sociale étudiante, la MNEF, obtenant 40 %, avant une unification en 2001.

Une large part de l'UNEF Solidarité étudiante s'y opposa, mais sa tentative de former un nouveau syndicat, une Fédération Syndicale Étudiante sur un mode « syndicaliste révolutionnaire », échoua naturellement totalement.

Échoua également la vaine tentative de la CFDT de former à partir d'une scission de l'UNEF, en 2003, une Confédération étudiante.

L'UNEF ne se relança pas malgré le mouvement de 2006 contre le Contrat Première Embauche, ni avec l'opposition à la loi LRU (Loi relative aux libertés et responsabilités des universités) en 2009.

Et 2016, les corporatistes de la Fédération des associations générales étudiantes (FAGE) remportaient pour la première fois les élections du Crous (les centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires) avec 76 élus, contre 66 pour l'UNEF.

C'est-à-dire que l'UNEF se maintenait toujours en tant que structure, avec une tradition, des locaux, des élus, mais que le sol se dérobe sous ses pieds.

Cela est d'autant plus vrai que ses cadres sont entièrement livrés à eux-mêmes, coupés de toute formation politique et ne faisant que suivre les modes contestataires post-modernes importés des États-Unis, tout en ayant comme référence très lointaine l'existentialisme de la charte de Grenoble de l'UNEF de 1946.

Son rôle était historiquement terminé : l'UNEF avait accompagné la mise en place des institutions universitaires, elle avait porté une contestation de la jeunesse tout en servant d'équilibre aux projets universitaires gouvernementaux. Une fois les universités installées dans le capitalisme, sa substance disparaissait.